



Processo Seletivo 2018
Fase 1 – Prova de Língua Estrangeira
04/12/2017

FRANCÊS

ORIENTAÇÕES GERAIS PARA A PROVA:

- Não folheie a prova até que seja autorizado pelo fiscal de sala. Até o início da prova leia somente as orientações constantes nesta folha de rosto.
- Será permitido o uso de dicionário em edição impressa, sendo vedado o empréstimo dos mesmos entre candidatos.
- Os candidatos deverão escrever suas respostas na folha pautada e com carimbo do NUMA ou do PPGEDAM. Caso sua folha não esteja carimbada, comunique imediatamente (antes do início da prova) ao fiscal para que a mesma seja trocada. Ao final da prova não serão aceitas respostas em folhas que não sejam as distribuídas pelo PPGEDAM (carimbadas). No decorrer da prova, caso venha a precisar de mais folhas para resposta, solicite ao fiscal de sala.
- As folhas ou as partes delas utilizadas para borrão devem ser rasuradas com um “X”.
- As respostas para efeito de avaliação devem ser escritas com caneta esferográfica com tinta azul ou preta.
- O tempo de prova é de 2 horas, contadas a partir da comunicação do fiscal para que os candidatos comecem a prova.
- As folhas de prova deverão ser identificadas SOMENTE com o NÚMERO DE INSCRIÇÃO do candidato.
- Ao término da prova, o candidato deverá devolver o Boletim de Questões e folhas pautadas (respostas válidas e rascunhos) e assinar a lista de frequência.
- Os três últimos candidatos devem sair juntos do local de prova.

Boa prova!



Brésil : la justice suspend l'autorisation d'exploiter une réserve d'Amazonie

Selon le tribunal, le décret controversé décidé par le président Temer peut « mettre en danger la protection de l'environnement et des communautés indigènes locales »

C'est une victoire pour les défenseurs de la forêt amazonienne. La justice brésilienne a suspendu mercredi 30 août un décret ayant abrogé le statut d'une gigantesque réserve naturelle d'Amazonie pour y autoriser l'exploitation minière privée. Décidé par le président conservateur Michel Temer, le 24 août, le texte avait déclenché les foudres des défenseurs de l'environnement au Brésil comme à l'étranger.

L'injonction du tribunal fédéral de Brasilia, signée par le juge, suspend « toute éventuelle mesure administrative fondée sur le décret » ayant abrogé la réserve de Renca, grande comme le Danemark, située à cheval entre les Etats brésiliens du Para et d'Amapa, dans le Nord du pays. Le gouvernement a immédiatement déposé un recours contre la suspension du décret ordonnée par la justice.

La réserve de Renca recèle d'importants gisements d'or, de fer, de cuivre ou encore de manganèse. Des minerais quasi inexploités jusqu'à présent, dans la mesure où le statut de réserve limitait cette activité à des entreprises publiques.

Avalanche de protestations

Le gouvernement brésilien est régulièrement accusé de « brader le poumon de la Terre » sous la pression du puissant lobby de l'agro-business et des intérêts des compagnies minières. Des ONG de défense de l'environnement, des partis politiques, des célébrités, comme Leonardo DiCaprio, et même le clergé catholique, s'étaient notamment inquiétés de l'aggravation de la déforestation, du recul de la biodiversité, et des risques pour les ethnies indigènes vivant sur place.

Cette réserve comprend, entre autres, neuf zones protégées en raison de la richesse de sa biodiversité, ainsi que des territoires des tribus indiennes Aparai, Wayana et Wajapi.

Les critiques avaient immédiatement fusé au Brésil et à l'étranger, les opposants au décret expliquant que l'exploitation privée de cette réserve allait aggraver la déforestation et le recul de la biodiversité tout en nuisant aux ethnies indigènes.

« C'est la pire attaque contre l'Amazonie des cinquante dernières années. Même la dictature militaire n'avait osé aller aussi loin », avait fulminé le sénateur Randolfe Rodrigues, du parti de gauche Rede, promettant d'aller devant les tribunaux pour tenter d'annuler le décret. Ce dernier avait aussi été critiqué au sein même du gouvernement conservateur.

La justice valide les critiques

Devant l'avalanche de critiques, le président Temer avait remplacé mardi le premier décret du 23 août par un nouveau texte comportant davantage de précisions sur la protection de l'environnement. Mais il ne changeait rien sur le fond.



Il avait tenté de se justifier, expliquant que le nouveau statut de Renca permettrait d'encadrer l'exploitation pour éviter « les dégradations causées par les activités minières clandestines (...) afin de favoriser un développement durable de l'Amazonie ».

La suspension, mercredi, du décret polémique a été motivée par des raisons constitutionnelles et par la défense de l'environnement.

Le magistrat Spanholo a expliqué que le décret « n'[avait] pas été précédé de la nécessaire autorisation du Congrès, comme l'exige l'ordre constitutionnel en vigueur » et qu'il pourrait « mettre en danger la protection de l'environnement (...) et des communautés indigènes locales », validant ainsi les critiques des opposants.

« La pression marche. Nous ne devons pas nous arrêter », s'est félicité Greenpeace après l'annonce de la suspension du décret. « L'annulation du décret montre (...) qu'aucun gouvernement n'est absolument à l'abri de la pression publique », s'est satisfait Marcio Astrini, coordinateur des politiques publiques de Greenpeace Brésil.

L'ex-candidate à l'élection présidentielle et ministre de l'environnement du président Lula de 2003 à 2008, Marina Silva, a déclaré : « Le moment est venu pour nous de dire "plus jamais de retour en arrière" ». Le Brésil avait réduit la déforestation de 84 % entre 2004 et 2012, avant que celle-ci ne progresse à nouveau.

Fonte: http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/08/30/bresil-la-justice-suspend-l-autorisation-d-exploiter-une-reserve-d-amazonie_5178729_3222.html#35rpuYf5fY2I4vRr.99 (texto adaptado)

Com base no texto adaptado de notícia do jornal francês Le Monde, RESPONDA EM PORTUGUÊS:

- (1) De que trata o Decreto citado na reportagem?
- (2) Quais são os minérios presentes na área da RENCA, citados na reportagem?
- (3) Qual o principal argumento utilizado por Temer para reeditar o Decreto de 23 de agosto?
- (4) Segundo a reportagem, quais os argumentos que aponta o juiz para suspender o Decreto relativo à RENCA?
- (5) Cite o nome dos políticos brasileiros citados na reportagem.